

"Un tourisme qui ressemble d'abord à nos valeurs"

Nanette Maupertuis est actuellement sur deux fronts. La présidente de l'ATC prend ses marques et rencontre les professionnels. Elle présentera sa feuille de route au printemps, mais donne en avant-première sa vision des choses

Vous avez déjà une idée de l'état des lieux de l'Agence du tourisme ?

Je tiens d'abord à dire que je suis ravie d'être, au sein de cet exécutif, en charge du tourisme, un secteur vital de l'économie corse.

Le tourisme, c'est une expérience, une écoute, un échange, des fondamentaux économiques aussi, à poser et à suivre avec attention. On a vu par le passé que s'il n'est pas programmé, canalisé, on s'expose à des effets néfastes et irréversibles sur le territoire.

Ceci dit, j'ai effectivement pris mes marques à l'Agence du tourisme, j'y ai rencontré des gens compétents qui ont, comme moi, besoin de s'inscrire dans un projet collectif, cohérent et nous y travaillons déjà ensemble. Bien sûr, comme dans toutes les organisations, ce n'est jamais facile. Il y a des soucis de ressources humaines et, comme partout, des contraintes de finances publiques.

Quelle va être votre méthode de travail ?

Du point de vue de l'agence, je suis dans une logique de discussion, d'écoute et de travail en équipe, afin qu'elle puisse accomplir dans les meilleures conditions possibles ses trois missions essentielles, à savoir la promotion de la destination, la structuration de l'offre et l'observation.

Qu'est-ce que vous entendez par observation ?

Tout simplement, l'observation du phénomène touristique, un domaine essentiel que l'agence n'investit pas suffisamment.

Il faut absolument lui redonner les moyens qu'elle a perdus parce qu'on ne pas bâtir de stratégie touristique sans avoir au préalable une vision beaucoup plus claire de la situation.

Bien que les choses aient progressé depuis une trentaine d'années, on n'a pas tous les outils, toutes les données pour observer le tourisme comme on devrait le faire. Nous allons, par exemple, relancer les sondages auprès des visiteurs, au moment de leur arrivée puis de leur départ, et les suivre dans leur parcours, voir où ils vont et ce qu'ils font.

UN TOURISME RÉÉQUILIBRÉ DANS LE TEMPS ET DANS L'ESPACE

Et sur le terrain, comment pouvez-vous opérer ?

J'ai enclenché une série de discussions avec les socioprofessionnels que je vais poursuivre tout au long du mois de février.



Nanette Maupertuis : "Bien que les choses aient progressé depuis une trentaine d'années, on n'a pas tous les outils, toutes les données pour observer le tourisme comme on devrait le faire."

/ PHOTO JOSÉ MARTINETTI

Je vais mettre en place mon conseil d'administration au sein duquel ils sont représentés, et je compte m'appuyer sur lui et sur les différentes commissions de travail pour tracer une feuille de route que je présenterai au printemps, probablement à la fin du mois de mars.

Vous avez déjà une idée sur ce vous voulez y apporter de neuf ?

Une idée qui s'inscrit dans le droit fil de ce que nous avons dit pendant la campagne électorale, cette d'un tourisme durable du point de vue économique et environnemental, durable pour les entreprises, avec une offre qui ressemble à nos valeurs, à notre identité, à ce

que nous sommes et qui n'entamera pas notre qualité de vie commune.

Nous avons une réflexion profonde à mener sur l'impact du tourisme en terme macroéconomique, ce qu'il coûte et ce qu'il rapporte, car pour avancer nous devons être en paix avec ces questions-là aussi.

Je souhaite un tourisme rééquilibré dans le temps et mieux réparti dans l'année, rééquilibré dans l'espace et la fréquentation pour qu'il ne soit plus déséquilibré sur le littoral, mais en lui faisant gagner du terrain dans le rural afin de créer une économie de l'intérieur. Et pour cela, il faut davantage s'orienter vers un tourisme patrimonial, naturel

et culturel, sur la base de ce qu'on appelle un "panier de biens et de services" qui fera que tout le monde est gagnant.

Le tourisme en Corse, c'est 24 % du PIB et 15 % des emplois. C'est quand même assez incroyable qu'on en soit toujours à s'interroger sur quel tourisme on veut pour la Corse...

Je ne vois les choses ainsi, il faut rendre à César ce qui lui appartient. Dans le Padduc, on trouve les éléments pour organiser un tourisme respectueux des hommes et du territoire.

La Méditerranée est la première destination touristique au monde et la Corse y est au beau milieu. Les conflits, les crises et les problèmes migratoires qui

minent plusieurs de ses pays vont amener davantage de flux qu'il faudra savoir gérer afin de ne pas reproduire le scénario désastreux des années 60 avec des encombrements, une population heurtée et des écosystèmes dégradés.

Les professionnels ont, eux, tendance à dire que le tourisme a été, au contraire, le grand oublié du Padduc...

Je ne suis pas tout à fait d'accord. L'annexe 8 du document esquisse la doctrine, propose un schéma d'orientations et situe les principaux enjeux, les liens entre tourisme et littoral, entre tourisme et montagne, les perspectives de développement de l'offre, la sensibi-

lité des sites et leur accessibilité, la valorisation du patrimoine, etc. Il s'agit maintenant de définir la stratégie pour rendre l'ensemble opérationnel.

Les tribulations actuelles du transport maritime peuvent-elles avoir un impact négatif sur la prochaine saison ?

Bien évidemment, s'il n'y a pas de bateaux et d'avions pour rendre la Corse accessible, le tourisme n'a plus aucun moyen d'exister. Voilà pourquoi le débat sur les transports, maritime et aérien, est fondamental.

Les tarifs de l'aérien sont jugés prohibitifs par les vacanciers. Vous avez des moyens d'agir pour les rendre plus attractifs ?

Un aller-retour entre Paris et la Corse en haute saison à 500 euros, ça reste très cher, c'est vrai. Nous devons continuer à discuter avec les principaux opérateurs même si au niveau institutionnel, la marge de manœuvre est étroite.

Le développement des low-costs, ce n'est pas une solution dès lors que bon nombre de spécialistes estiment que des transports sous-dimensionnés et trop chers éloignent la Corse du marché européen ?

Plus il y aura de moyens de rejoindre la Corse depuis le plus grand nombre possible de capitales régionales et européennes, et mieux ce sera pour l'économie touristique. Par exemple, je me réjouirais de voir un dispositif de navettes qui connecterait la Corse aux plateformes de Nice et de Marseille. Je n'ai aucune opposition de principe sur les low-costs, ça va même dans le sens de l'histoire, à la condition qu'ils ne mettent pas en danger les lignes régulières et de service public.

Pendant la campagne des territoriales, la droite proposait de supprimer la taxe des transports qui, à ses yeux, constituait un réquisit. Vous seriez prête à examiner la question ?

La fiscalité régionale constitue un enjeu majeur, elle doit être bénéfique au territoire. À l'origine, la taxe des transports est la seule taxe qui devait être entièrement dédiée à l'environnement. C'est moins l'existence de cette taxe qui pose problème que de savoir ce que l'on en fait. On peut toujours examiner la question, mais objectivement et sereinement, c'est-à-dire en la sortant du contexte politique.

Entretien réalisé par
Jean-Marc RAFFAELLI
jmraffaelli@corsematin.com

"Trouver son compte sans vendre son âme"

Le Cercle des Grandes maisons soutient que rien n'est fait pour l'hôtellerie de séjour à forte valeur ajoutée, que le coût des matières et les coûts sociaux sont très supérieurs à la moyenne nationale...

Le problème du surcoût de la vie en Corse, des matières premières importées et de la main-d'œuvre, concerne tous les types d'hébergement et, au-delà, tous les secteurs d'activités. Il convient de réfléchir à une balance macroéconomique de l'ensemble des coûts et des avantages. On ne doit pas craindre non plus d'avoir recours à l'emprunt auprès des banques dès lors

que celles-ci jouent elles-mêmes le jeu du développement endogène, y compris pour l'hôtellerie à forte valeur ajoutée.

Vous seriez favorable à l'annualisation du temps de travail ?

Garder les jeunes en formation hors saison, c'est en théorie une très bonne idée, mais il faut voir si elle est adaptée à notre situation. La moitié des quelque 14 000 saisonniers vient du continent et repart après la période estivale. L'autre moitié se compose de Corses dont la plupart considèrent l'activité touristique comme un job d'été. Cette

question ne peut pas être déconnectée de celle, centrale, de la formation.

Justement, ne serait-il pas temps d'envisager de créer une école supérieure de l'hôtellerie ?

Le constat est là. Les professionnels passent l'essentiel de leur temps à rechercher de la ressource humaine. Il faut valoriser l'image et les qualifications des métiers du tourisme et élever sensiblement le niveau du capital humain. L'Université pourrait utilement apporter sa pierre à l'édifice. Il faut à l'économie touristique une nouvelle chaîne de valeurs où chaque métier y

trouve son compte sans vendre son âme. Alors, une grande école de l'hôtellerie, ce n'est pas un sujet de réflexion tabou.

Les hôteliers se disent aussi victimes de la location au noir. 68 000 lits seraient ainsi commercialisés sans être déclarés. Comment lutter contre cette concurrence déloyale ?

Vous savez, la Corse n'est pas déconnectée du reste du monde, c'est une destination très concurrentielle, par la Sardaigne et la Croatie entre autres. Et dans une économie numérique mon-

dialisée, elle ne s'affranchit pas du phénomène d'ubérisation. Il convient d'ailleurs d'utiliser les dernières technologies de communication pour envisager de nouvelles centrales de réservation.

Mais pour en revenir à votre question, une étude est en cours sur l'économie touristique informelle. Le problème mérite d'être évalué avec précision, notamment au niveau des résidences secondaires, celles qui sont peu habitées et beaucoup louées. Lorsqu'on disposera d'un état des lieux précis, on aura des pistes pour agir.

J.-M. R.